

Saran, le 02/12/2022



**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU
25 novembre 2022**

- Un exemplaire papier du procès-verbal est disponible au secrétariat général et publié sur le site de la ville <https://www.ville-saran.fr> dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté.
- Informations au Conseil Municipal des décisions prises dans le cadre des délégations de pouvoirs au Maire.

Direction des finances

- DFI2211_164 - Décision modificative n° 3 - Ville
- DFI2211_165 - Décision modificative n° 2 - Foyer Georges Brassens
- DFI2211_166 - Provision pour dépréciation de comptes de tiers - Reprise et constitution

Cabinet du maire et des élus

- ELU2211_167 - Avis du conseil municipal sur le projet de requalification des mails historiques d'Orléans et de Place d'Arc
- ELU2211_168 - Subvention exceptionnelle à l'association APF France Handicap
- ELU2211_169 - Subvention exceptionnelle à l'association Les Mains Tendues
- ELU2211_170 - Subvention exceptionnelle au Secours Populaire
- ELU2211_171 - Subvention exceptionnelle Théâtre de la Tête Noire - Programmation groupe mémoire

Direction des ressources

- DRE2211_172 - Création d'emploi

Direction de l'éducation et des loisirs

- DEL2211_173 - Tarifs 2023 - participations communales aux classes transplantées et séjours des collégiens saranais
- DEL2211_174 - Tarifs 2023 - classes transplantées - participation communale pour les classes maternelles et élémentaires de l'enseignement public
- DEL2211_175 - Participation financière aux classes transplantées - Ecoles maternelles et élémentaires
- DEL2211_176 - Subvention exceptionnelle - Théâtre de la Tête Noire - Structure

Direction des services techniques

- DST2211_177 - Appel à projets 2022 d'Orléans Métropole pour l'aménagement de la régie agricole communale en vue de l'activité maraîchère - Convention et attribution d'un fonds de concours
- DST2211_178 - Dénomination du square situé à l'angle de la rue de l'Orme au Coin et de la rue des Déportés - Square Cyprien Depardieu

Direction de l'aménagement

- DAM2211_179 - Autorisation de dépôt d'une autorisation préalable pour l'aménagement d'un

observatoire de la biodiversité

Le dix sept novembre deux mille vingt-deux, le Conseil Municipal a été convoqué, en séance ordinaire fixée au **VENDREDI VINGT CINQ NOVEMBRE DEUX MILLE VINGT DEUX**, à dix-neuf heures à la Mairie.

LE VINGT CINQ NOVEMBRE DEUX MILLE VINGT DEUX, LE CONSEIL MUNICIPAL S'EST RÉUNI, À DIX-NEUF HEURES, À LA MAIRIE, SOUS LA PRÉSIDENTICE DE MADAME HAUTIN, MAIRE.

Etaient présents :

Mme HAUTIN, Maire, M. FROMENTIN, Mme DUBOIS, M. GALLOIS, M. SANTIAGO, M. VANNEAU, Mme CHAIR, M. BOISSET, Adjoints, M. BERTHELEMY, M. RENOU, M. MAMET, Mme DE CARVALHO, Mme LALOUE-BIGOT, Mme GELOT, M. BOCHE, Mme EL OUAROUDI, Mme ZAGHOUANI, M. VESQUES, Conseillers Municipaux, Mme HAMON, Adjoints, M. VANTHOURENHOUT, Mme SEBENE, M. SIMION, Conseillers Municipaux.

Etaient absents, ayant donné pouvoir :

Mme MORIN (Mandataire M. SIMION),
M. DUFOUR (Mandataire Mme SEBENE),
Mme BOUCHER (Mandataire M. GALLOIS),
M. SUZZARINI (Mandataire Mme DUBOIS),
M. BADONI (Mandataire Mme HAUTIN),
Mme PREVOT (Mandataire Mme HAMON),
M. BOUCHAJRA (Mandataire M. BOISSET),
Mme BIKONDI (Mandataire M. VANNEAU),
Mme RALUY-SAVOY (Mandataire Mme CHAIR),
M. DOLBEAULT (Mandataire M. SANTIAGO),
Mme SICHAULT (Mandataire M. VANTHOURENHOUT).

Secrétaire(s) de séance : Mathieu GALLOIS

Le procès-verbal du conseil municipal du 25 novembre 2022 est arrêté, avec 5 voix contre.

Ont voté contre : M. DUFOUR (mandataire : Mme MORIN), Mme MORIN, Mme SEBENE, M. SIMION, M. VESQUES (mandataire : Mme SEBENE).

Le Maire,



Le(s) secrétaire(s) de séance



INFORMATIONS

Décisions prises en vertu des délégation de pouvoirs du Maire

(Délibération n°DGS2205_060 du 20 mai 2022)

CONSEIL MUNICIPAL du 25 novembre 2022

N°	Date	OBJET DE LA DECISION
DEL221003_209	14/10/22	Contrat prestation - 5 au 8 octobre 2022 - FRMJC
	Prestataire	FRMJC Région Centre Sciences Techniques Société 78, faubourg St Jean 45000 ORLEANS
	Montant	1465,00€ TTC
DST221012_220	18/10/22	Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un groupe scolaire de 12 classes - Avenant n° 1
	Prestataire	Agence d'Architecture DIAGONAL - 2 rue Antoine Bourdelle - 28630 LE COUDRAY
	Montant	0.00 €
DST221014_222	18/10/22	Travaux d'aménagement paysagers des abords du groupe scolaire Les Parrières
	Prestataire	BOURDIN PAYSAGE SAS - 29 rue des Frères Lumière - 45430 CHECY
	Montant	136 669.90 € TTC
DAS221014_223	18/10/22	Achat de colis de Noël pour les Seniors
	Prestataire	INTERCAVES SARAN - EURL Cave de la Vallée - 327 route Nationale 20 45770 SARAN
	Montant	21 275.00€
DRE221010_216	20/10/22	Avenant aux lots n° 1/2/8 marché matériaux de construction et rénovation - hausse 3 % en raison de la conjoncture
	Prestataire	SGDBF 41 quai du Roi BP25 45015 ORLEANS
	Montant	sans incidence financière
DRE221011_217	20/10/22	Avenant à l'accord-cadre matériels électriques divers - dérogation hausse limitée à 3%
	Prestataire	NOLLET - ZI Rue de la Grande Epine - 76800 ST-ETIENNE-DU-ROUVRAY
	Montant	sans incidence financière
DRE221011_218	20/10/22	Indemnisation assurance MAIF tablette endommagée
	Prestataire	MAIF - 200 avenue Salvador Allende - 79038 NIORT CEDEX 9
	Montant	221.65€ TTC
DEL221012_219	20/10/22	Contrat de maintenance sur 3 ans du robot

		aspirateur HEXAFIX de la piscine
	Prestataire	Hexagone manufacture SASU, 1-5 rue Michel Carré - 95100 ARGENTEUIL
	Montant	4725.52€ TTC
DEL221012_221	20/10/22	Contrat de service Nilfisk pour autolaveuse de la piscine
	Prestataire	NILFISK - 26 avenue de la Baltique - CS 10246 - 91978 COURTABOEUF CEDEX
	Montant	1408.95€ TTC
DST221019_224	21/10/22	Travaux d'aménagement de l'accès au futur groupe scolaire les Parrières - Lot 3 - Eclairage public - Tranche ferme - Avenant n° 1
	Prestataire	INEO RESEAUX CENTRE SNC - 114 rue de la Fonderie - PA des Montées - CS 30038 - 45073 ORLEANS CEDEX 2
	Montant	
DST221024_228	28/10/22	Maintenance des ascenseurs de la Maire, du Foyer Georges Brassens et du monte-charge de la Cuisine Centrale
	Prestataire	TKELEVATOR - Agence Centre - 9 rue Jacques Charles - 45380 LA CHAPELLE SAINT MESMIN
	Montant	8 888.46 € HT
DRE221021_226	07/11/22	Formation FCO Voyageurs recyclage - 24 AU 28/10/2022 - PROMOTRANS
	Prestataire	GRUPE PROMOTRANS - 10 RUE LAVOISIER - 45140 INGRE
	Montant	1320.00€ TTC
DRE221024_227	07/11/22	Concession de terrain au cimetière des Aydes
	Prestataire	Monsieur Christophe CHAVASTELON
	Montant	101,50 €
DEL221103_232	08/11/22	Contrat visite ferme pédagogique - 3 novembre - Saute Mouton
	Prestataire	Ferme biologique SAUTE-MOUTON Forcelles 45510 TIGY
	Montant	225€
DST221104_233	08/11/22	Contrat d'entretien et de maintenance des installations de chauffage, de production ECS et de ventilation - Structure municipale Petite Enfance "Les P'tits Loups"
	Prestataire	MOLLIERE MAINTENANCE - 8 rue Gustave Eiffel - 45380 LA CHAPELLE SAINT MESMIN
	Montant	2 996.40 € TTC

DST221104_235	08/11/22	Contrat de maintenance des portes automatiques du centre nautique
	Prestataire	TK Elevator France - Agence Centre - 9 rue Jacques Charles - 45380 La Chapelle Saint Mesmin
	Montant	720 € TTC
DFI221102_229	10/11/22	Contrat de prestations de service en matière de gestion de dette
	Prestataire	Taelys - 44 rue de la Sablière - 75014 PARIS
	Montant	3960.00€ TTC
DRE221104_234	10/11/22	Seconde prolongation exceptionnelle de la durée de l'accord-cadre pour les travaux d'impression de la ville de Saran (lot n°2 impression numérique d'affiches)
	Prestataire	API SARL 375 rue du Château d'eau 45560 SAINT DENIS EN VAL
	Montant	sans incidence financière
DFI221020_225	14/11/22	Régie d'avance achat en ligne modification
	Prestataire	
	Montant	
DFI221102_230	15/11/22	Contrat de prestation de service en matière de prospective financière - société Local Nova
	Prestataire	Local Nova - 7 rue Levat - 34000 MONTPELLIER
	Montant	2640.00€ TTC
ELU221107_237	15/11/22	Renouvellement du logiciel mon avis citoyen
	Prestataire	CITIES-ZEN - 17, rue Xaintrailles 75013 PARIS
	Montant	14000.00 € TTC

Madame HAUTIN :

Donne lecture de la question écrite posée préalablement par Madame MORIN à laquelle il sera répondu en fin de séance :

« Un élu du conseil municipal a, dans le cadre de son mandat, filmé les personnes qui posaient des questions lors d'une réunion publique. Son acte engage la responsabilité de tout le conseil puisque c'est la municipalité qui organisait la manifestation. Il convient de savoir pourquoi le conseil municipal a pris cette initiative, à priori sans concerter son opposition, et à quoi vont servir les images ainsi saisies. Si la réponse est qu'il s'agit d'une initiative personnelle, cela suppose que des sanctions soient prises. »

Puis donne lecture de la déclaration du groupe majoritaire concernant la compétence métropolitaine facultative du sport de haut niveau :

« En 2017, nous apprenions par voie de presse que le Président de la Métropole de l'époque, Olivier Carré, avait rencontré 4 clubs professionnels afin de leur proposer le transfert de la

compétence Sport de Haut Niveau des communes vers la métropole. L'USO Football, l'Orléans Loiret Basket, le Saran Loiret Handball et le Fleury Loiret Handball avaient donc été approchés en leur laissant croire que le passage dans le giron métropolitain leur apporterait plus de moyens. Il fallait bien justifier le futur Comet et ses 10 000 places au sein de l'Arena. Les 4 clubs ont donc été transférés au 1er janvier 2019, malgré la désapprobation des 4 élus de Saran comme cela a été voté lors du conseil municipal du 21 décembre 2018. Au départ optimiste sur ce qu'on leur présentait, les clubs ont rapidement déchanté. Moins de 2 mois après leur transfert, en réponse aux Présidents de club qui s'impatientaient, le Président de la métropole disait à la presse « Je n'ai jamais rien promis ! ». Pour le club du Saran Loiret Handball, la subvention de 150 000€ qu'allouait la commune avait alors été transférée annuellement à la métropole. Ni plus, ni moins. Aucune subvention complémentaire n'a été proposée. Nous le disions dès le départ et nous avons raison, le transfert des clubs à la métropole n'apporterait aucune plus-value. Parallèlement, nous élus saranais, nous demandions régulièrement qu'un projet sportif soit écrit, une embauche avait été faite pour cette mission. Maintenant que le Sport de Haut Niveau était à la métropole, il fallait s'en occuper. Force est de constater que 4 ans après le transfert, aucun projet sportif n'est sorti. C'est seulement en 2020 que la métropole, cette fois sous la Présidence de Christophe Chaillou, accordait des subventions supplémentaires aux clubs. Pour le club de Saran, la subvention complémentaire s'élevait à 90 000€, mais nous regrettions néanmoins que le sport féminin représenté par le Fleury Loiret Handball soit seulement soutenu à hauteur de 100 000€ complémentaires. Nous avons donc voté ces subventions, car pour la première fois, la métropole mettait plus d'argent que ce que les communes avaient transféré. En 2021 et 2022, malgré des subventions complémentaires inscrites aux budgets et nos interventions sur ce sujet, Serge Grouard, nouveau Président de la Métropole, n'a voulu accorder que la subvention classique. Mais la situation a encore évolué. Le 9 novembre dernier, les maires se mettent d'accord pour un soutien exceptionnel de 100 000€ au Fleury Loiret Handball en grande difficulté. Cette subvention qui si elle était accordée, débloquent également des subventions exceptionnelles de la part de la Région et du Département permettait au club des Panthères de rebondir et relancer un projet de développement économique pour leur avenir. Mais une semaine plus tard en Conseil métropolitain, en présentant des chiffres que le club lui-même conteste, le Président revient sur cet accord en votant contre la subvention qu'il a lui-même présenté. Cette décision signe ainsi l'arrêt de mort d'un club historique de l'Orléanais. À la métropole, le non-respect des engagements, les décisions prises à l'encontre des communes, les décisions prises principalement à la faveur de la ville-centre, nous y sommes malheureusement habitués. Malgré un pacte de gouvernance qui place « la solidarité, la proximité et l'équité au cœur de la coopération intercommunale ». Mais dans ces conditions, après le retour de l'OLB et de l'USO Football dans le giron communal d'Orléans, après l'enterrement « première classe » du Fleury Loiret Handball, que va devenir le Saran Loiret Handball, seul club de haut niveau rattaché à Orléans Métropole ? Aujourd'hui, pour un caprice du Président Maire et de son conseiller délégué au Sport de Haut Niveau, on modifie tout. Le sport qu'on a présenté comme un vecteur de rayonnement et d'attractivité ne rayonne plus... Par contre, les subventions pour les écoles privées aux frais de scolarité exorbitants sont toujours votées, les rallonges de plusieurs millions d'euros pour Comet sont présentées tout au long de l'année, les projets inscrits dans le programme électoral du maire d'Orléans sont financés, et j'en passe... La Municipalité de Saran a toujours été constante dans ses votes en refusant ces transferts. La réussite d'une association sportive au plus haut niveau est toujours le fruit d'un travail du club mais aussi des choix municipaux. En la matière, la politique sportive mise en place par la municipalité depuis plusieurs décennies avait grandement contribué à la réussite de l'USM Saran Handball, dont l'équipe fanion avait accédé à l'élite sans aucun soutien de la Métropole. Mais qu'a apporté concrètement la métropole au club depuis son transfert ? Que de temps perdu ! Que de gâchis humain ! Aujourd'hui, il est néanmoins utile de rappeler que le club professionnel du Saran Loiret Handball n'appartient pas à la commune. Mais force de ses attaches avec la ville de Saran, à travers son lien avec

l'association et ses bénévoles, à travers son centre de formation, à travers ses habitants qui le soutiennent et qui le reconnaissent, nous ne pouvons pas rester sans réaction. Face à cette situation métropolitaine, nous resterons très vigilants sur son devenir et nous saurons prendre des décisions si la situation devait évoluer. »

Gérard VESQUES :

Soutient cette déclaration malgré ses votes sur le sport professionnel par le passé. Les motivations métropolitaines sont incompréhensibles, il n'y a qu'un discours d'économies. Il est désolé pour la situation des Panthères de Fleury. En l'absence de vision métropolitaine il lui paraît logique de reprendre les Secteurs au niveau communal.

Maryvonne HAUTIN :

Ajoute que la métropole fait peu de cas des salariés des Panthères. Elle est navrée des contrevérités de chiffres annoncés et de la situation du centre de formation qui est lié à l'équipe professionnelle.

DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 - VILLE

VILLE DE SARAN

DIRECTION DES FINANCES

N° DFI2211_164

L'exécution du budget principal nécessite de réaliser des modifications de crédits.

Vu l'avis de la commission de finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du Bureau Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Décide de modifier les crédits suivants inscrits sur l'exercice 2022.

Sylvie DUBOIS :

Présente les mouvements de compte à compte.

Michel SIMION :

Pose une première question sur la section d'investissement pour savoir pourquoi il y a une réduction de 34000 € de la part d'excédent reporté et une augmentation de la dette de 49000 € en compensation.

La deuxième concerne les provisions et leur imputation sur des comptes budgétaires.

Sylvie DUBOIS :

Rappelle que les décisions modificatives de crédits ont été présentées en commission de finances.

Olivier CIROTTEAU :

Propose à Monsieur SIMION de formuler ses questions par écrit hors séance afin qu'une réponse précise puisse lui être apportée.

Cette délibération est adoptée par 32 voix pour, 1 abstention.

Ont voté pour : Mme HAUTIN, M. FROMENTIN, Mme DUBOIS, M. GALLOIS, M. SANTIAGO, Mme SICAUT, M. VANNEAU, Mme CHAIR, M. BOISSET, M. BERTHELEMY, M. RENOU, M. MAMET, M. DOLBEAULT, Mme RALUY-SAVOY, Mme DE CARVALHO, Mme LALOUE-BIGOT, Mme GELOT, Mme BIKONDI, M. BOCHE, Mme EL OUAROUDI, Mme ZAGHOUANI, M. BOUCHAJRA, Mme PREVOT, M. BADONI, M. SUZZARINI, Mme BOUCHER, M. DUFOUR, Mme MORIN, M. VESQUES, Mme HAMON, M. VANTHOURENHOUT, Mme SEBENE.

S'est abstenu : M. SIMION.

SECTION INVESTISSEMENT DEPENSES				
INVESTISSEMENT DEPENSES – SERVICE AMENAGEMENT (URB)				
10	10226	10	Taxe d'aménagement Analytique : URBANI Service Aménagement	23 550,00
INVESTISSEMENT DEPENSES – SERVICE CITOYEN (CIT)				
020	020	01	Dépenses imprévues Analytique : BUDPAR Budget participatif	-7 900,00
INVESTISSEMENT DEPENSES – SERVICE ENVIRONNEMENT (JAR)				
23	2312	823	Agencement et aménagement de terrains Analytique : MICFOR Micro-forêt	-20 568,00
23	2312	823	Agencement et aménagement de terrains Analytique : MICFOR Micro-forêt	20 808,00
23	2315	823	Installations, matériel et outillages techniques Analytique : BUDPAR Budget participatif	-6 650,00
21	2158	823	Autres installations, matériel et outillage techniques Analytique : BUDPAR Budget participatif	6 650,00
INVESTISSEMENT DEPENSES – SERVICE INFORMATIQUE (INF)				
20	2051	020	Concessions et droits similaires Analytique : INFORM Informatique	-1 200,00
20	2051	020	Concessions et droits similaires Analytique : TVAINT TVA Intracommunautaire	1 200,00
21	2183	020	Matériel de bureau et matériel informatique Analytique : INFORM Informatique	-14 000,00
21	2188	020	Autres installations, matériel et outillage techniques Analytique : INFORM Informatique	14 000,00
TOTAL SECTION INVESTISSEMENT DEPENSES				15 890,00
SECTION INVESTISSEMENT RECETTES				
INVESTISSEMENT RECETTES – SERVICE FINANCES (FIN)				
021	021	01	Virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement Analytique : EXCEDE Excédents, déficits, prélèvements	-34 088,00
16	1641	01	Emprunts en euros Analytique : DETTES Dettes communales	49 978,00
TOTAL SECTION INVESTISSEMENT RECETTES				15 890,00
SECTION FONCTIONNEMENT DEPENSES				
FONCTIONNEMENT DEPENSES – SERVICE BATIMENTS (BAT)				
011	6262	020	Frais de télécommunications Analytique : BATIME Bâtiments communaux	17 000,00
INVESTISSEMENT DEPENSES – SERVICE CITOYEN (CIT)				
011	611	524	Contrat de prestation de service Analytique : CITOYE Actions citoyennes	-4 000,00
011	6237	524	Publications Analytique : CITOYE Actions citoyennes	-2 000,00
67	6745	524	Subventions aux personnes de droit privé Analytique : CITOYE Actions citoyennes	6 065,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES – SERVICE FINANCES (FIN)				
65	65541	026	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales Analytique : SIVUIF SIVU des Ifs	5 340,00
68	6817	01	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants Analytique : PROIMP Provisions impayés	14 635,00
023	023	01	Virement à la section d'investissement Analytique : EXCEDE Excédents, déficits, prélèvements	-34 088,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES – SERVICE INFORMATIQUE (INF)				
011	6042	020	Prestations de service Analytique : INFORM Informatique	-8 000,00
011	60632	020	Fournitures de petit équipement Analytique : INFORM Informatique	3 500,00
011	6156	020	Maintenance Analytique : PHOTOC Photocopieurs communaux Centre nature du grand lot – Séjours vacances	4 500,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES – SERVICE LOGEMENT (LOG)				
011	60611	71	Eau et assainissement Analytique : ILM Immeubles à Loyers modérés – Square des Hirondelles	6 750,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES – SERVICE PATRIMOINE (PAT)				
011	60611	020	Eau et assainissement Analytique : PAVBRE Pavillon de gardien Jacques Brel	605,00
011	60611	020	Eau et assainissement Analytique : PAVCT1 Pavillon de gardien n°1 – CTM	320,00
011	60611	020	Eau et assainissement Analytique : PAVCT2 Pavillon de gardien n°2 – CTM	1 260,00
011	60611	020	Eau et assainissement Analytique : PAVCT3 Pavillon de gardien n°3 – CTM	1 465,00
011	60611	020	Eau et assainissement Analytique : PAVIFS Pavillon de gardien – Cimetière des Ifs	2 445,00
011	60611	025	Eau et assainissement Analytique : GARCID Local CIDEFE – 675 avenue des champs gareaux	200,00

011	60611	40	Eau et assainissement Analytique : CENEQU Centre équestre	560,00
011	60611	94	Eau et assainissement Analytique : GARPRO Locaux commerciaux en attente d'affectation GARCOM	25,00
011	60611	510	Eau et assainissement Analytique : MEDSAB Cabinet médical des Sablonnières	90,00
011	60611	512	Eau et assainissement Analytique : PAVCHE Pavillon du Chêne Maillard	170,00
011	60611	523	Eau et assainissement Analytique : ILMCOM Commerces ILM square des hirondelles	100,00
011	60611	71	Eau et assainissement Analytique : LOGSAB Logements des Sablonnières	1 010,00
011	60611	71	Eau et assainissement Analytique : PRESBY Presbytère	2 370,00
011	60611	94	Eau et assainissement Analytique : GARBO1 Boulangerie des Champs Gareaux	265,00
011	60611	94	Eau et assainissement Analytique : GARTAB Tabac des Champs Gareaux	75,00
011	60611	94	Eau et assainissement Analytique : ILMCOM Commerces ILM square des hirondelles	110,00
011	60612	510	Energie - Electricité Analytique : PAVCHE Pavillon du Chêne Maillard	360,00
011	60612	510	Energie - Electricité Analytique : GARBO1 Boulangerie des Champs Gareaux	100,00
011	60612	510	Energie - Electricité Analytique : GARPRO Locaux commerciaux en attente d'affectation GARCOM	170,00
011	63512	423	Taxes foncières Analytique : IMPLIO Impôts locaux grand lot	3 525,00
011	63512	71	Taxes foncières Analytique : ILM Immeubles à Loyers modérés - Square des Hirondelles	5 345,00
011	63512	824	Taxes foncières Analytique : IMP FON Impôts fonciers	13 205,00
67	678	510	Autres charges exceptionnelles Analytique : GARPRO Locaux commerciaux en attente d'affectation GARCOM	140,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES - SERVICE SCOLAIRE (SCO)				
65	6558	211	Analytique : MATAYD Ecole maternelle des Aydes	13 000,00
65	6558	212	Analytique : PRIAYD Ecole primaire des Aydes	21 200,00
FONCTIONNEMENT DEPENSES - SERVICE SENIORS (SEN)				
67	6718	61	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion Analytique : RATTAC Rattachement	60,00
TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT DEPENSES				77 877,00
SECTION FONCTIONNEMENT RECETTES				
FONCTIONNEMENT RECETTES - SERVICE BATIMENT (BAT)				
70	70388	412	Autres redevances et recettes diverses Analytique : STADE Stade du Bois Joly	16 800,00
70	70388	94	Autres redevances et recettes diverses Analytique : ANTCTM Antenne Centre Technique Municipal	16 000,00
70	70388	94	Autres redevances et recettes diverses Analytique : ANTEGL Antenne Eglise	15 000,00
70	70388	94	Autres redevances et recettes diverses Analytique : ANTILM Antenne ILM	560,00
FONCTIONNEMENT RECETTES - SERVICE ENVIRONNEMENT (JAR)				
70	7023	823	Menus produits forestiers Analytique : ESPVER Espaces verts	640,00
70	70688	823	Autres prestations de service Analytique : KIOSQJ Espaces verts	6 300,00
FONCTIONNEMENT RECETTES - SERVICE FINANCES (FIN)				
78	7817	01	Reprise sur provision pour dépréciation des actifs circulants Analytique : PROIMP Provisions impayés	13 110,00
FONCTIONNEMENT RECETTES - SERVICE VOIRIE (VOI)				
70	70323	822	Redevance d'occupation du domaine public Analytique : CENTRE Centre Bourg Saran	660,00
70	70323	822	Redevance d'occupation du domaine public Analytique : VOIRIE Voirie Frais Communs	557,00
70	70388	94	Autres redevances et recettes diverses Analytique : BOIJOL Réserve n°17	8 250,00
TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT RECETTES				77 877,00

DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 - FOYER GEORGES BRASSENS

VILLE DE SARAN
DIRECTION DES FINANCES
N° DFI2211_165

L'exécution du budget annexe du foyer résidence Georges Brassens nécessite de réaliser des modifications de crédits.

Vu l'avis de la commission de finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du Bureau Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Décide de modifier les crédits suivants inscrits sur l'exercice 2022.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

SECTION INVESTISSEMENT DEPENSES			
23	2313	Constructions Analytique : FOYEBA Foyer Georges Brassens – Travaux Entreprise	3 000,00
TOTAL SECTION INVESTISSEMENT DEPENSES			3 000,00
SECTION INVESTISSEMENT RECETTES			
16	1641	Emprunts en euros Analytique : FOYER Foyer Georges Brassens	3 000,00
TOTAL SECTION INVESTISSEMENT RECETTES			3 000,00
SECTION FONCTIONNEMENT DEPENSES			
011	6262	Frais de télécommunication Analytique : FOYER Foyer Georges Brassens	2 200,00
TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT DEPENSES			2 200,00
SECTION FONCTIONNEMENT RECETTES			
018	7483	Forfait autonomie Analytique : FOYER Foyer Georges Brassens	2 200,00
TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT RECETTES			2 200,00

PROVISION POUR DÉPRÉCIATION DE COMPTES DE TIERS - REPRISE ET CONSTITUTION

VILLE DE SARAN
DIRECTION DES FINANCES
N° DFI2211_166

L'article R2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'une provision doit être constituée obligatoirement dans les trois cas suivants :

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune ; une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la commune à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective ;
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

En dehors de ces trois cas une provision peut être constituée dès l'apparition d'un risque avéré.

Par une délibération n° 2006-011, le conseil municipal a choisi le régime de droit commun en matière de provision, c'est à dire le régime des provisions semi-budgétaires.

Par délibération n° DFI2112_202 du 17 décembre 2021, le conseil municipal a voté la constitution d'une provision semi-budgétaire pour dépréciation des comptes de tiers d'un montant 13 111,22 € représentant 18 % des créances impayées en contentieux de plus de 2 ans au 25/11/2021.

Cette provision est amenée à évoluer tous les ans en fonction de l'évolution des créances impayées en contentieux de plus de 2 ans à la clôture de l'exercice.

L'état adressé par la Trésorerie d'Orléans Municipale et Métropole des restes à recouvrer sur comptes de tiers concernant les comptes 41 Redevables et Comptes rattachés et les comptes 46 Débiteurs et Créiteurs divers en contentieux dont 81 280,10 € datent de plus de 2 ans au 31/12 de l'exercice.

Compte tenu du risque d'irrecouvrabilité de certaines de certaines de ces créances impayées à ce jour, il est nécessaire de constituer une provision pour dépréciation pour chacun et pour un taux estimé à 18 %.

Vu l'avis de la commission de finances du 2 novembre 2022 ,

Vu l'avis du bureau municipal,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Décide de reprendre la provision faite en 2021 pour un montant de 13 111,22 €,
- Décide de constituer une provision semi-budgétaire pour dépréciation des comptes de tiers à hauteur de 14 630,42 € des créances impayées en contentieux de plus de 2 ans à la clôture de l'exercice telles qu'elles figurent sur l'état de la TOMM annexé,
- Impute la reprise de provision faite en 2021 pour un montant de 13 111,22 € en recettes de fonctionnement au compte 7817 « Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circulants »,
- Impute la constitution d'une nouvelle provision pour un montant de 14 630,42 € en dépenses de fonctionnement au compte 6817 « Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants ».

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE REQUALIFICATION DES MAILS HISTORIQUES D'ORLÉANS ET DE PLACE D'ARC

VILLE DE SARAN
CABINET DU MAIRE ET DES ÉLUS
N° ELU2211_167

Lors du Conseil métropolitain du 29 septembre 2022, la Métropole d'Orléans a lancé une concertation préalable afin de recueillir les avis sur le projet de requalification des boulevards historiques d'Orléans.

Le projet consiste entre autres à requalifier les Boulevards Jean Jaurès, Rocheplatte et Alexandre Martin en créant un nouveau parking souterrain, en supprimant les trémies Jaurès et Place d'Arc, ainsi que le Pont du Faubourg Saint Jean.

Bien que non concernée par ce projet Orléanais, la ville de Saran sera toute de même impactée lors de la réalisation des travaux mais également une fois ces travaux réalisés. Le Conseil municipal souhaite donc y apporter certaines remarques et interrogations.

Les interrogations pendant la phase travaux :

1. La circulation automobile

Les habitants de Saran, et les salariés qui travaillent sur la commune seront impactés par la circulation. La traversée de la métropole entre le Nord et le Sud se fait pour une bonne partie par la RD2020. Les automobilistes arrivent par l'avenue de Paris et empruntent ensuite les Boulevard Rocheplatte ou Alexandre-Martin pour traverser la Loire soit par le Pont Joffre, soit par le Pont Thinat.

La fermeture à la circulation, les déviations possibles, la circulation ralentie pendant la phase travaux aura forcément un impact sur les temps de trajet des automobilistes. Quelles sont les propositions qui seront faites pour limiter cette gêne ?

La concomitance des travaux des mails historiques et ceux du projet d'aménagement de la Tête Nord du Pont de l'Europe (TNPE) risque d'aggraver le problème. Il est fort probable qu'en raison de difficulté de circulation sur les mails historiques, les automobilistes s'orientent davantage vers la tangentielle et le Pont de l'Europe d'un côté, et vers l'avenue des droits de l'Homme et le Pont Thinat de l'autre. Les travaux envisagés au même moment à Orléans-Saint Jean de la Ruelle auront donc également un énorme impact sur la circulation routière de tout le quart Nord-Ouest.

2. La circulation des transports en commun

Avec un aiguillage de retournement des tramways au niveau de l'avenue de Paris puis au niveau de la rue Tabour, comment s'effectuera la continuité des tramways ? S'arrêteront-ils rue de la République et devant la Gare d'Orléans, ou est-ce qu'ils devront s'arrêter Place de Gaulle et à la Station Louis Braille ? Est-ce que la gare d'Orléans et la rue de la République ne seront plus desservies par le tramway pendant les travaux ?

La coupure du tramway au cœur du centre-ville risque de désintéresser les habitants du Nord de la Métropole du réseau de transport en commun pendant les travaux. Les parcs relais, notamment celui de Libération, sont très appréciés des usagers qui évitent ainsi de se rendre

en voiture au Centre d'Orléans. Sans liaison avec le centre-ville, l'intérêt des parcs relais sera moindre.

Les interrogations sur ce secteur une fois requalifié

Des études sont envisagées dans le cadre du Projet Urbain Partenarial (PUP) mais uniquement sur la circulation autour de Place d'Arc et son accès. Or le projet de requalification des mails historiques consiste également à la suppression du Pont du Faubourg Saint-Jean et de la Trémie Jaurès, aujourd'hui dépourvus de feux tricolores et permettant une fluidité dans la circulation automobile.

Une fois ces travaux réalisés, quelles seront les modifications envisagées de la circulation ? Le trafic sera-t-il réduit sur les mails et si oui, vers quelles autres voies de circulation la circulation se reportera-t-elle ? La traversée de la Loire est déjà problématique aux heures de pointe. La requalification de mails d'abord aux abords du Pont Joffre, puis à terme aux abords du Pont Thinat impactera forcément la fluidité sur ces 2 ponts. Le report possible de la circulation sur les autres ponts de l'Orléanais impactera donc l'ensemble des ponts sur la Loire permettant de connecter le Nord et le Sud de l'agglomération.

Dans les projets de requalification de Place d'Arc et des mails historiques, il manque une information essentielle, en l'occurrence il n'est pas indiqué ce que deviendra le Centre Bus actuellement situé Place Albert 1er. À quel emplacement est-il prévu de l'installer à l'avenir ? Verrons-nous disparaître ce nœud important au cœur d'Orléans, qui présente l'avantage de permettre la mise en correspondance de nombreuses lignes de bus avec le tramway et la gare SNCF ?

Face à toutes ses interrogations, plusieurs propositions méritent d'être étudiées.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal de Saran :

- DEMANDE que soit réalisée une étude d'impact des travaux sur l'ensemble des mails historiques, pendant la phase de requalification et une fois les travaux réalisés avant toute validation du projet.
- DEMANDE que soit étudiée la possibilité de mettre en place la gratuité de l'autoroute entre Saran et Olivet et de créer de nouvelles sorties supplémentaires sur le territoire métropolitain, notamment au niveau de Saint Pryvé Saint Mesmin, et ceci afin de réduire la circulation routière au sein d'Orléans pour les véhicules de transit.
- DEMANDE que des solutions techniques efficaces soient proposées aux usagers du réseau TAO pendant la période de coupure de la ligne de tramway et que le déplacement du Centre Bus soit intégré dans ces études.
- DEMANDE que la requalification de cette voirie structurante pour l'agglomération soit réfléchi dans sa globalité, notamment en proposant des alternatives à la circulation automobile. Le renforcement du réseau de transport en commun doit nécessairement accompagner ce projet, notamment la création d'une ligne de transport en site propre à haut niveau de service pour le nord de l'agglomération et notamment à Saran.
- REGRETTE que ce projet soit présenté dans l'urgence avec un calendrier de réalisation très ambitieux mais sans réelle étude d'impact. Des projets métropolitains déjà avancés dans d'autres communes sur des voiries structurantes toutes aussi importantes comme la RD 2020 à Saran ont, eux, été annulés.

- REGRETTE que les financements métropolitains mobilisés pour cette opération viennent obérer les requalifications nécessaires des nombreuses voiries structurantes de la métropole, et notamment pour Saran de la rue du Bourg, de la rue Passe-Debout, de l'Ancienne Route de Chartres, et de la rue de l'Orme au Coin.

Maryvonne HAUTIN :

Donne lecture de l'avis formulé dans l'ordre du jour.

Elle ajoute que tous les habitants seront impactés par les travaux des mails alors que c'est une décision orléanaise. Cela obère la poursuite des travaux de requalification de la RD 2020 au nord. Le pacte de gouvernance n'est pas respecté, la dette va se creuser.

Gérard VESQUES :

Se questionne sur l'urgence métropolitaine d'un projet non prévu sur le programme électoral, alors même que les engagements du précédent mandat pèsent fortement. Il ajoute que la proposition de sortie autoroutière sur Saint-Pryvé-Saint-Mesmin interroge.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION APF FRANCE HANDICAP

VILLE DE SARAN
CABINET DU MAIRE ET DES ÉLUS
N° ELU2211_168

A l'occasion des 40 ans du Club Méca, la ville de Saran a entrepris d'organiser une événement festif permettant à tous les saranais de se retrouver pour célébrer l'anniversaire de cette structure municipale permettant aux jeunes dès 12 ans de venir s'initier à la mécanique moteur et à la soudure.

Dans le cadre des animations proposées ce 8 octobre dernier, différents partenaires ont participé au bon déroulement de cette manifestation.

Notamment l'association APF France Handicap qui a tenu un stand de restauration lors de cette journée festive et qui œuvre pour la défense et la représentation des personnes en situation de handicap et de leurs proches.

En lien avec cet investissement, il est proposé au Conseil municipal d'allouer une subvention exceptionnelle de 205 euros à l'APF France handicap.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Décide de verser à l'association APF France Handicap une subvention exceptionnelle de 205 €.

La dépense est inscrite au budget de la ville

Fonction : 0

Sous fonction : 025

Article : 6745

Opération : Humani

Mathieu GALLOIS :

Propose la prise en charge intégrale des dépenses engagées par l'APF à l'occasion des animations autour des 40 ans du Club Méca.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION LES MAINS TENDUES

VILLE DE SARAN
CABINET DU MAIRE ET DES ÉLUS
N° ELU2211_169

L'association les Mains Tendues a été créée le 11 mars 2018 et a pour but d'apporter secours et assistance aux personnes sans-abris ou en grande précarité. Les bénévoles agissent par l'organisation de maraudes et la distribution de boissons chaudes, de denrées alimentaires, des produits d'hygiène et des vêtements.

En plus de ce rôle de secours et d'assistance, les bénévoles tentent de maintenir un lien social avec les plus démunis en leur consacrant un temps d'échange et de partage dans l'objectif de sortir ces personnes de l'isolement et de les amener quand cela est possible vers des structures d'accueil.

L'association cherche également à sensibiliser le grand public sur les difficultés que rencontrent au quotidien les plus fragiles et tente de réveiller les consciences sur des situations qui touchent des hommes et des femmes, jeunes ou âgées, isolés ou en famille.

La ville de Saran a déjà engagé de nombreux partenariats avec les Mains Tendues par l'organisation de différentes collectes et engagera un nouveau partenariat lors d'une future animation citoyenne.

Il est proposé au Conseil municipal de verser une subvention exceptionnelle de 1 000 euros à l'association les Mains Tendues pour les soutenir dans leurs missions.

Vu l'avis de la commission de finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du bureau municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Décide de verser à l'association les Mains Tendues une subvention exceptionnelle de 1 000 €.

La dépense est inscrite au budget de la ville

Fonction : 0

Sous fonction : 025

Article : 6745

Opération : Humani

Mathieu GALLOIS :

Indique que la commune travaille depuis longtemps avec l'association qui aide les sans abris et les plus démunis, dans un contexte où les besoins et les coûts des produits progressent.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU SECOURS POPULAIRE

VILLE DE SARAN
CABINET DU MAIRE ET DES ÉLUS
N° ELU2211_170

Lors de la journée internationale de la Paix, la ville de Saran a entrepris d'organiser un événement festif permettant à tous les saranais de se retrouver unis pour célébrer ce jour de non-violence et de cessez-le-feu.

Dans le cadre des animations proposées ce 21 septembre, un concert de soutien pour la population ukrainienne a été mené par le groupe Big Band de Saran sur la place de la Liberté.

En lien avec la démarche des musiciens investis, il est proposé au Conseil municipal d'allouer une subvention exceptionnelle de 500 euros au Secours Populaire qui apporte son aide depuis le 24 février aux populations affectés par la guerre en Ukraine et dans les pays frontaliers : Pologne, Roumanie et Moldavie.

Vu l'avis de la commission de finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du bureau municipal,

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal :

- Décide de verser au Secours Populaire une subvention exceptionnelle de 500 €.

La dépense est inscrite au budget de la ville

Fonction : 0

Sous fonction : 025

Article : 6745

Opération : Humani

Mathieu GALLOIS :

Rappelle qu'il s'agit aussi d'un partenaire sur les politiques municipales de solidarité. Il s'agit ici d'un soutien pour la contribution à la journée internationale de la paix organisée le 21 septembre devant la mairie, avec une aide à l'Ukraine.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE THÉÂTRE DE LA TÊTE NOIRE - PROGRAMMATION GROUPE MÉMOIRE

VILLE DE SARAN
CABINET DU MAIRE ET DES ÉLUS
N° ELU2211_171

Dans le cadre de la manifestation « L'Algérie d'un monde à l'autre », une collaboration est mise en place entre la ville et l'association TTN structure, pour programmer une pièce de théâtre sur la thématique.

A ce titre, il sera présenté « La Question » d'Henri Alleg, les 18 et 19 Janvier 2023 au théâtre.

Il est proposé de participer sous forme de subvention pour la prise en charge de 50 % du contrat de cession et des frais de droits d'auteurs.

Vu l'avis de la commission de finances du 02 novembre 2022,

Vu l'avis du bureau municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Décide d'attribuer une subvention exceptionnelle d'un montant de 6061 € à l'association Tête Noire-Structure.

Les crédits sont prévus au budget principal à l'imputation suivante :
67 6745 524 CITOY

Jean-Paul VANNEAU :

Il s'agit d'une collaboration prévue les 18 et 19 janvier dans la continuité des actions de novembre sur l'Algérie et la décolonisation. Il ajoute que sera projeté au Pathé cinéma le 29 novembre le film « Des hommes ».

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

CRÉATION D'EMPLOI

VILLE DE SARAN
DIRECTION DES RESSOURCES
Paie – carrières
 N° DRE2211_172

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. En cas de réorganisation des services, de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique.

A ce titre, il est proposé à l'assemblée de bien vouloir créer un emploi afin de permettre la prise en compte d'un changement de grade dans le cadre d'un recrutement interne.

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8,

Vu le budget,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Vu la délibération n°DRE2112_238 du 17/12/2021 sur le tableau des effectifs, et les délibérations n°DRE2112_234 du 17/12/2021, n°DRE2201_009 du 28/01/2022, n°DRE2203_038 du 21/03/2022, n°DRE2206_107 du 27/06/2022, n°DRE2209_154 du 23/09/2022, n°DRE2210_159 du 21/10/2022 sur la création d'emplois et n° DRE2206_106 du 27/06/2022 sur la suppression d'emplois.

Vu l'avis de la commission de finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du bureau municipal,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Décide la création à la date du conseil municipal de l'emploi suivant :

Cat.	Emploi	Grade	Motif	Durée	Nbre poste
C	Responsable manifestations municipales	Agent de maîtrise	Recrutement (mutation)	35/35	1

 Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

TARIFS 2023 - PARTICIPATIONS COMMUNALES AUX CLASSES TRANSPLANTÉES ET SÉJOURS DES COLLÉGIENS SARANAIS

VILLE DE SARAN
DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES LOISIRS
N° DEL2211_173

La ville de Saran met en œuvre une participation basée sur le Quotient Familial pour les familles saranaises concernant les aides au départ en classe transplantée ou linguistique des collégiens saranais scolarisés aux collèges Montjoie et Pelletier.

Lorsqu'un enfant est scolarisé en dehors de Saran, il n'y a pas de participation de la commune. Toutefois, afin de permettre à leur enfant de poursuivre un cursus scolaire normal, certaines familles saranaises sont obligées de les inscrire dans des collèges autres que Montjoie et Pelletier, elles doivent donc être éligibles à la participation municipale.

La participation de la ville pourra être versée uniquement sur présentation d'une facture acquittée de l'organisme ayant procédé à la facturation (déduction faite de toutes aides obtenues par la famille).

Cette prise en charge est limitée au seul enfant scolarisé dans un collège autre que Montjoie et Pelletier pour des raisons médicales ou de handicap.

Vu l'avis de la Commission des Finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du Bureau Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Décide de participer aux séjours linguistiques, classes transplantées ou échanges scolaires pour l'année 2023 dans les pays de l'Union Européenne et du Royaume Uni pour les élèves saranais de la 6^{ème} à la 3^{ème} des établissements de l'enseignement public, des collèges Montjoie et Pelletier, pour une durée minimale de 2 jours avec hébergement, agréés par l'Éducation Nationale ou la Jeunesse et les Sports et mis en œuvre par eux-mêmes ou par un organisme sans but lucratif.

- Précise que la participation familiale est calculée comme suit :

Quotient Familial x coefficient = % participation familiale

- Fixe le coefficient applicable à la participation communale de la Ville aux séjours linguistiques, classes transplantées ou échanges scolaires à 0,000495 déterminant le pourcentage de la participation familiale. Ce coefficient sera appliqué pour tout séjour se déroulant majoritairement sur le temps scolaire.

- Précise que dans tous les cas, la participation minimale restant à la charge des familles sera égale à 10% du montant de chaque séjour.

- Que la Ville participera au minimum à 10% des frais de séjour, transport compris en fonction du quotient familial. La Ville versera une participation dès lors que celle-ci dépasse 10€ par séjour.

- Décide que le plafond de base de calcul de participation communale est fixé dans la limite financière maximale de 18 000 € pour les Collèges Montjoie et Jean Pelletier pour 2023.

- Décide que le public concerné par cette participation est tout enfant saranais scolarisé aux collèges Montjoie et Pelletier

La dépense est prévue au budget principal à l'imputation suivante :
65 / 658 / 221 / COLMON – COLPEL

- Approuve l'application de la participation communale aux classes transplantées du second degré pour les collégiens non scolarisés aux collèges Montjoie ou Pelletier pour des raisons médicales ou de handicap (sur présentation de justificatifs)

La dépense est prévue au budget principal à l'imputation suivante :
65 / 658 / 221 COLLEG

Aziza CHAIR :

Indique que malgré un contexte budgétaire compliqué en raison de l'inflation, la subvention pour les classes transplantées des deux collèges est maintenue à 18 000 €.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

TARIFS 2023 - CLASSES TRANSPLANTÉES - PARTICIPATION COMMUNALE POUR LES CLASSES MATERNELLES ET ÉLÉMENTAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

VILLE DE SARAN
DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES LOISIRS
N° DEL2211_174

Dans le cadre de projets pédagogiques, plusieurs enseignants souhaitent organiser des départs en classes transplantées.

Vu l'avis de la commission de finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du Bureau Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Décide de participer aux classes transplantées des écoles maternelles et élémentaires de l'enseignement public pour l'année 2023.

- Précise que la participation familiale est calculée comme suit :
Quotient Familial x coefficient = % participation familiale

- Fixe le coefficient applicable à la participation communale de la Ville aux classes transplantées à 0,000495 déterminant le pourcentage de la participation familiale. Ce coefficient sera appliqué pour toute classe transplantée se déroulant majoritairement sur le temps scolaire.

- Précise que dans tous les cas, la participation minimale restant à la charge des familles sera égale à 10 % du montant de la classe transplantée, frais de transport compris, dans le respect du montant plafond de participation, en fonction du quotient familial.

La Ville participera au minimum à 10% du montant de la classe transplantée, frais de transport compris sous réserve du montant du plafond de participation.

- Décide que le plafond de base de calcul de participation communale est fixé dans la limite financière maximale du budget alloué pour 2023.

Toute classe transplantée organisée sur le territoire métropolitain à l'initiative des établissements maternelles et élémentaires, avec ou sans hébergement, d'une durée supérieure à 1 jour pourra faire l'objet de la mise en œuvre de la participation financière de la Ville.

Toutes les classes transplantées devront être agréées par l'Éducation Nationale ou la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale et être organisées par les enseignants ou par un organisme sans but lucratif.

Pour tous les projets de séjours susceptibles d'être effectués sur le territoire métropolitain ou dans les pays de l'Union Européenne et du Royaume Uni (projets spécifiques seulement à l'initiative des établissements élémentaires), ceux-ci devront être soumis à l'agrément du Conseil Municipal après études particulières des conditions qui les motivent.

Les séjours suivants doivent obligatoirement avoir lieu sur le Centre équestre de Saran :
Séjours équitation sans nuitées

Ce type d'activité entrera dans le quota des jours de sortie des enseignants alloué à chaque école (voir tableau ci-après) :

Écoles Maternelles

	Bourg Mat	Chêne Mat	Sablo Mat	Pagnol Mat	Aydes Mat
	2023	2023	2023	2023	2023
Classes transplantées –nombre de jours/enfant	1 classe (max 5 jours)				

Écoles Élémentaires

	Bourg Elem	Chêne Elem	Sablo Elem	Aydes Elem
2,5 jours/élève	2023	2023	2023	2023
Classes transplantées –nombre de jours par école (y compris classes de neige)	908	715	838	275

Enfants saranais scolarisés hors Saran dans des établissements public :

La participation communale sera appliquée pour les séjours agréés, d'une durée minimum de 5 jours (3 jours pour les écoles maternelles) et 15 jours pour les classes de neige, uniquement sur le territoire métropolitain.

La dépense est prévue au budget principal à l'imputation suivante :

65 / 658 / 211 / MATAYD – MATBRG – MATPAG – MATCHE – MATSAB

65 / 658 / 212 / PRIAYD – PRIBRG – PRICHE – PRISAB

65 / 658 / 211 / ECOLES (à ajouter pour les enfants scolarisés à l'extérieur pour raisons médicales)

65 / 658 / 212 / ECOLES

Aziza CHAIR :

Ajoute qu'il est nécessaire de délibérer dès aujourd'hui afin de permettre en particulier le financement d'un séjour qui aura lieu dès début janvier.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX CLASSES TRANSPLANTÉES - ECOLES MATERNELLES ET ÉLÉMENTAIRES

VILLE DE SARAN

DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES LOISIRS

N° DEL2211_175

Dans le cadre des projets pédagogiques, plusieurs enseignants ont sollicité le départ en classes transplantées.

La participation de la Ville de Saran concernant la sortie organisée au Cirque Gruss à Saint Jean de Braye pour l'école maternelle des Sablonnières sera versée à la coopérative scolaire, organisatrice.

Vu l'avis de la commission de finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du Bureau Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise les départs suivants en classes transplantées :

Groupe scolaire	Organisateur et lieu du séjour	Type du séjour	Date	Durée réelle	Enseignants et classes	Coût du séjour par élève
ECOLES ELEMENT						
Bourg	OUL – Crocq	Volcans	Du 26 au 30 juin 2023	5	M. CAMPES – CM2	368,00 €
				5	Mme BOUHBILA – CM2	368,00 €
				5	Mme FORGES – CM2	368,00 €
				5	Mme FREMONT – CM1	368,00 €
				5	Classe ULIS	368,00 €
	OUL – Saint Jean de Monts	Moyen Age	Du 16 au 20 juin 2023	5	Mme SANTOS – CE2	408,00 €
				5	Mme BEAUVIER – CE2	408,00 €
				5	Mme MORIZE – CM1	408,00 €
Sablonnières	Classe cirque Saint Jean de Braye	Cirque	26, 27, 29 et 30 juin 2023	4	Mme GUERITEAU – CE2	96,00 €
				4	M. PATINOTE – CE2	96,00 €
				4	Mme THEVENOUX – CE2	96,00 €
	OUL – Méandre	Multi-activités Chiens de traineau	Du 2 au 8 janvier 2023	6	Mme BETTINGER – CM2	490,00 €
				6	M. BERRUECO – CM1	490,00 €
Chêne Maillard	OUL – Saint Jean de Monts	Moyen Age	Du 21 au 25 juin	5	Mme TOUCHARD – CM1	408,00 €
				5	Mme PICHOT – CM1/CM2	408,00 €
	OUL – Saint Jean de Monts	Char à voile		5	Mme PICARD – CM2	398,00 €
				5	Mme ARRONDEAU – CM2	398,00 €
	USEP – Ile Charlemagne	Activités sportives	11,12,15 et 16 mai 2023	4	Mme JOURDAIN – CE2	79,83 €
				4	Mme ROUSSEAU – CE2	79,83 €
	Aydes	OUL – Saint Jean de Monts	Découverte du milieu	11 au 16 mai 2023	5	Mme SOUCHET – CM1/CM2
5					Mme KELANOU – CM1/CM2	355,00 €

OUL = Oeuvre Universitaire du Loiret

– Autorise le Maire ou son adjoint le représentant à signer la convention avec la coopérative scolaire de l'école élémentaire des Sablonnières; concernant les classes transplantées au cirque Gruss de Saint Jean de Braye et avec la coopérative scolaire de l'école élémentaire du Chêne Maillard concernant celles organisées par l'USEP.

La participation de la Ville aux frais de séjours sera calculée selon la délibération annuelle sauf pour ce qui concerne les sorties pour les écoles maternelles. En effet, la ville de Saran participera uniquement aux sorties sans nuitées pour une classe par école sur 5 jours

maximum.

La dépense est prévue au budget principal aux imputations suivantes :
65 65888 284 PRIBRG - PRICHE – PRISAB – PRIAYD

Aziza CHAIR :

Ajoute qu'il est nécessaire de délibérer dès aujourd'hui afin de permettre en particulier le financement d'un séjour qui aura lieu dès début janvier.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - THÉÂTRE DE LA TÊTE NOIRE - STRUCTURE

VILLE DE SARAN
DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES LOISIRS
N° DEL2211_176

Malgré la labellisation du TTN en Scène Conventionnée d'Intérêt National (SCIN), les subventions de la DRAC et de la Région n'ont pas été réévaluées à la hauteur attendue.

Le retour du public dans les salles a également été assez timide.
Ce contexte a aggravé la trésorerie du TTN, ce qui ne permet pas de clore l'année 2022 avec un résultat positif. C'est pourquoi une subvention est sollicitée.

Vu la commission des finances du 2 novembre 2022,

Vu l'avis du Bureau Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

– Décide d'attribuer une subvention exceptionnelle de 2157 € à l'association du Théâtre de la Tête Noire - Structure.

Les crédits sont proposés en Décision Modificative à l'imputation suivante :
67 6745 313 ENCCLT

Jean-Paul VANNEAU :

Rappelle que le financement du TTN repose sur une aide à la compagnie plus une aide à la structure. Le désengagement de l'État via la DRAC sur la structure de près de 50 000 €, ainsi que celui de la Région, implique cette subvention de tristesse.

Maryvonne HAUTIN :

Ajoute que l'État a délivré un label avant de supprimer son soutien financier.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

**APPEL À PROJETS 2022 D'ORLÉANS MÉTROPOLE POUR
L'AMÉNAGEMENT DE LA RÉGIE AGRICOLE COMMUNALE EN VUE DE
L'ACTIVITÉ MARAÎCHÈRE - CONVENTION ET ATTRIBUTION D'UN FONDS
DE CONCOURS**

VILLE DE SARAN
DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
N° DST2211_177

Dans le cadre de sa politique de soutien à l'agriculture urbaine et périurbaine, Orléans Métropole a élaboré une charte agricole en 2012, en collaboration avec la Chambre d'Agriculture du Loiret. Cette charte a été contresignée par les 22 communes.

L'ambition partagée autour de la charte agricole est de développer et pérenniser l'agriculture péri-urbaine. Cette ambition a été renouvelée dans la signature de la seconde charte agricole en décembre 2018.

Pour soutenir et encourager les projets portés par les communes, Orléans Métropole propose d'accompagner le financement de projets d'investissement contribuant au développement agricole du territoire sous forme de fonds de concours.

Les dispositions de l'article L.5215-26 sont rendues applicables aux métropoles par l'article 5217-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales permettant le versement d'un fonds de concours.

Par une délibération n° 2022-2-24-COM-20, le Conseil Métropolitain du 24 février 2022 a approuvé la convention type à passer avec chacun des lauréats de l'appel à projets.

Après examen des dossiers par le jury de l'appel à projet, l'opération « Aménagement de la régie agricole communale en vue du début de l'activité maraîchère » présentée par la Commune de Saran a été retenue.

L'attribution du fonds de concours donne ainsi lieu à la conclusion préalable de la présente convention.

Vu l'avis de la Commission de Finances du 02 novembre 2022,

Vu l'avis du Bureau Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve les modalités techniques et financières de la convention

- Autorise Madame le Maire ou son Adjoint la représentant à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

**CONVENTION D'ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS
POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE
URBAINE ET PERIURBAINE DES COMMUNES MEMBRES
D'ORLEANS METROPOLE**

Entre :

Orléans Métropole, représentée par Monsieur Laurent BAUDE, Vice-Président, dûment habilité par délibération n°2022-02-24-COM-20 du conseil métropolitain du 24 février 2022 dont Madame la Préfète de la région Centre-Val de Loire, Préfète du Loiret, a accusé réception le 7 mars 2022.

Ci-après dénommée « Orléans Métropole »,

d'une part,

Et :

La commune de SARAN désignée sous le terme « commune », représentée par son maire, Madame HAUTIN dûment habilité à signer la présente convention.

d'autre part,

PREAMBULE :

Orléans Métropole, dans le cadre de sa politique de soutien à l'agriculture urbaine et périurbaine, a élaboré une Charte agricole en 2012 en collaboration avec la Chambre d'agriculture du Loiret. Celle-ci a été contresignée par les 22 communes du territoire.

Les surfaces agricoles occupent 30 % de l'espace de la métropole et représentent une richesse économique non négligeable. L'ambition partagée autour de la Charte agricole est de développer et pérenniser l'agriculture péri-urbaine en invitant tous les acteurs à s'emparer du sujet. Cette ambition a été renouvelée dans la signature de la seconde Charte agricole en décembre 2018.

Ces six dernières années ont aussi donné naissance à différents projets portés par des communes. Pour soutenir et encourager ces initiatives, Orléans Métropole propose d'accompagner le financement de projets d'investissement contribuant au développement agricole du territoire sous forme de fonds de concours.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5215-26, rendu applicable aux métropoles par l'article 5217-7-I du code général des collectivités territoriales, « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux

concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. ».

Vu la délibération n° 2022-02-24-COM-20 du conseil métropolitain du 24 février 2022 approuvant la convention type à passer avec chacun des lauréats de l'appel à projets et autorisant le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Après examen des dossiers par le jury de l'appel à projet l'opération « Aménagement de la régie agricole communale en vue du début de l'activité maraîchère » a été retenue.

L'attribution du fonds de concours donne ainsi lieu à la conclusion préalable de la présente convention.

Article 1er - OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution d'un fonds de concours versé par Orléans Métropole au bénéfice de la commune de SARAN et de formaliser les engagements réciproques des parties contractantes.

Article 2 – DESTINATION DU FONDS DE CONCOURS

Le présent fonds de concours est destiné à participer au financement de « Aménagement de la régie agricole communale en vue du début de l'activité maraîchère », réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la commune de SARAN.

Cet investissement participera au développement de la filière agricole au bénéfice des agriculteurs implantés sur le territoire d'Orléans Métropole.

Article 3 – MONTANT DU FONDS DE CONCOURS

Le montant total du fonds de concours objet de la présente convention est fixé à 20 000 € € net. Le montant qui n'excède pas la part de financement propre, hors subvention, assurée par le maître d'ouvrage.

En effet, il est rappelé que, conformément à l'article L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales, les fonds de concours et autres subventions d'équipement (du département, de la région, de l'Etat, etc) ne doivent pas dépasser 50 % de la participation financière du maître d'ouvrage une fois additionnés. Autrement dit, les fonds de concours versés par Orléans Métropole viendront compléter les subventions dans la limite globale de 50 % de la dépense, d'où la nécessité de disposer systématiquement d'un plan de financement approuvé.

Dans tous les cas de non-respect du cumul de subventions, Orléans Métropole se réserve le droit de réduire le montant du fonds de concours.

Par ailleurs, il est également rappelé que le montant du fonds de concours est calculé sur la base du montant HT de l'opération.

L'aide accordée par Orléans Métropole sera calculée sur la base de 50 % des dépenses HT, soit un montant d'aide maximum de 20 000 € par commune et par projet en fonction du nombre de projets éligibles. Le co-financement, autre que par le maître d'ouvrage, est autorisé (subvention publiques, privées, crowdfunding...).

Article 4 – MODALITES DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Le fonds de concours sera versé en deux fois, selon les modalités suivantes :

- 50 % à signature de la convention ou au démarrage de l'opération sur présentation d'un justificatif.

- le solde, soit 50 %, après l'achèvement de l'opération sur présentation d'un état détaillé des paiements visé par le comptable public et présentant les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisés, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif, avec, le cas échéant reversement éventuel du trop-perçu.

Article 5 – IMPUTATION BUDGETAIRE

Le fonds de concours est imputé sur les crédits inscrits au budget principal de l'exercice 2022, section investissement, fonction 6312, nature 20421, opération DA1H002A AGR.

Article 6 – CONTREPARTIES DU FONDS DE CONCOURS

Le bénéficiaire du fonds de concours doit être en mesure de communiquer à son cocontractant, à tout moment sur toute demande, les justificatifs de son plan de financement. Le bénéficiaire du fonds de concours s'engage également à convier, à titre d'information sur le bon déroulement de l'opération, un représentant d'Orléans Métropole lors du démarrage et la finalisation de l'opération.

Le bénéficiaire du fonds de concours s'engage à partager le contenu de l'opération, la méthodologie, les résultats et l'expérience globale avec les autres communes d'Orléans Métropole et les partenaires, sur demande du cocontractant.

Il s'engage en outre à faire mention dans tous les documents et supports de toutes natures du soutien de son cocontractant à l'opération concernée.

Article 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet après notification de sa transmission par Orléans Métropole à Madame la Préfète de la Région Centre-Val de Loire, Préfète du Loiret et s'achèvera à la date du versement effectif du solde du fonds de concours.

La première demande de versement doit impérativement intervenir dans l'année qui suit la notification de la présente convention. A défaut, Orléans Métropole se réserve le droit de déclarer caduc le fonds de concours attribué, par courrier simple.

Néanmoins, dans le respect des principes budgétaires, il est demandé que les travaux soient engagés dans le cours de l'année 2022.

Le non-respect des engagements ci-dessus, tout abandon de procédures pour lesquelles il aurait été reçu des crédits délégués, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre de la présente convention à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit ladite convention.

Article 8 – MODALITES DE MODIFICATION DE LA DESTINATION, DU MONTANT DU FONDS DE CONCOURS OU DE LA DUREE DE LA CONVENTION

Toute modification portant sur la destination du fonds de concours (article 2), le montant du fonds de concours (article 3), ou la durée de la convention (article 7) pourra être apportée sous forme d'un avenant à la présente convention.

Article 9 – LITIGES

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif d'Orléans, les parties s'engageant à rechercher préalablement une solution amiable.

Fait à Orléans, le

En 3 exemplaires

Laurent Baude
Vice-Président d'Orléans Métropole
Délégué à l'agriculture urbaine et péri-urbaine

Madame HAUTIN
Maire de SARAN

DÉNOMINATION DU SQUARE SITUÉ À L'ANGLE DE LA RUE DE L'ORME AU COIN ET DE LA RUE DES DÉPORTÉS - SQUARE CYPRIEN DEPARDIEU

VILLE DE SARAN

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

N° DST2211_178

Instaurée par la loi du 14 avril 1954, la journée nationale du souvenir des victimes de la déportation honore la mémoire de tous les déportés et rend hommage à leur sacrifice. Elle a pour vocation de rappeler à tous ce drame historique majeur, les leçons qui s'en dégagent, pour que de tels faits ne se reproduisent plus.

Le dernier dimanche d'avril est, chaque année, dédié à la célébration de la mémoire des victimes de la déportation dans les camps de concentration et d'extermination lors de la seconde guerre mondiale.

Cette date a été retenue en raison de sa proximité avec la date anniversaire de la libération de la plupart des camps, et parce qu'elle ne se confondait avec aucune autre célébration nationale ou religieuse existante.

Afin d'honorer la mémoire des victimes de la déportation, la Commune de Saran souhaite dénommer un lieu avec pose d'une pierre et d'une plaque.

Vu l'avis du Bureau Municipal,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Décide de dénommer le square situé à l'angle de la rue de l'Orme au Coin et de la rue des Déportés, d'une superficie de 375 m² :

- Square Cyprien DEPARDIEU

Né en 1889, Cyprien DEPARDIEU, militant communiste et résistant, meurt en 1942 à Auschwitz-Birkenau.

Thierry BERTHELEMY :

Donne lecture de la proposition de dénomination du square.

Il complète par une évocation de la vie de Cyprien Depardieu, de sa formation de typographe membre du parti communiste français, à son décès en déportation malgré l'absence d'élément compromettant lors de son arrestation.

Maryvonne HAUTIN :

Soutien ce devoir de mémoire, en précisant que la famille est contactée pour la pose de la plaque.

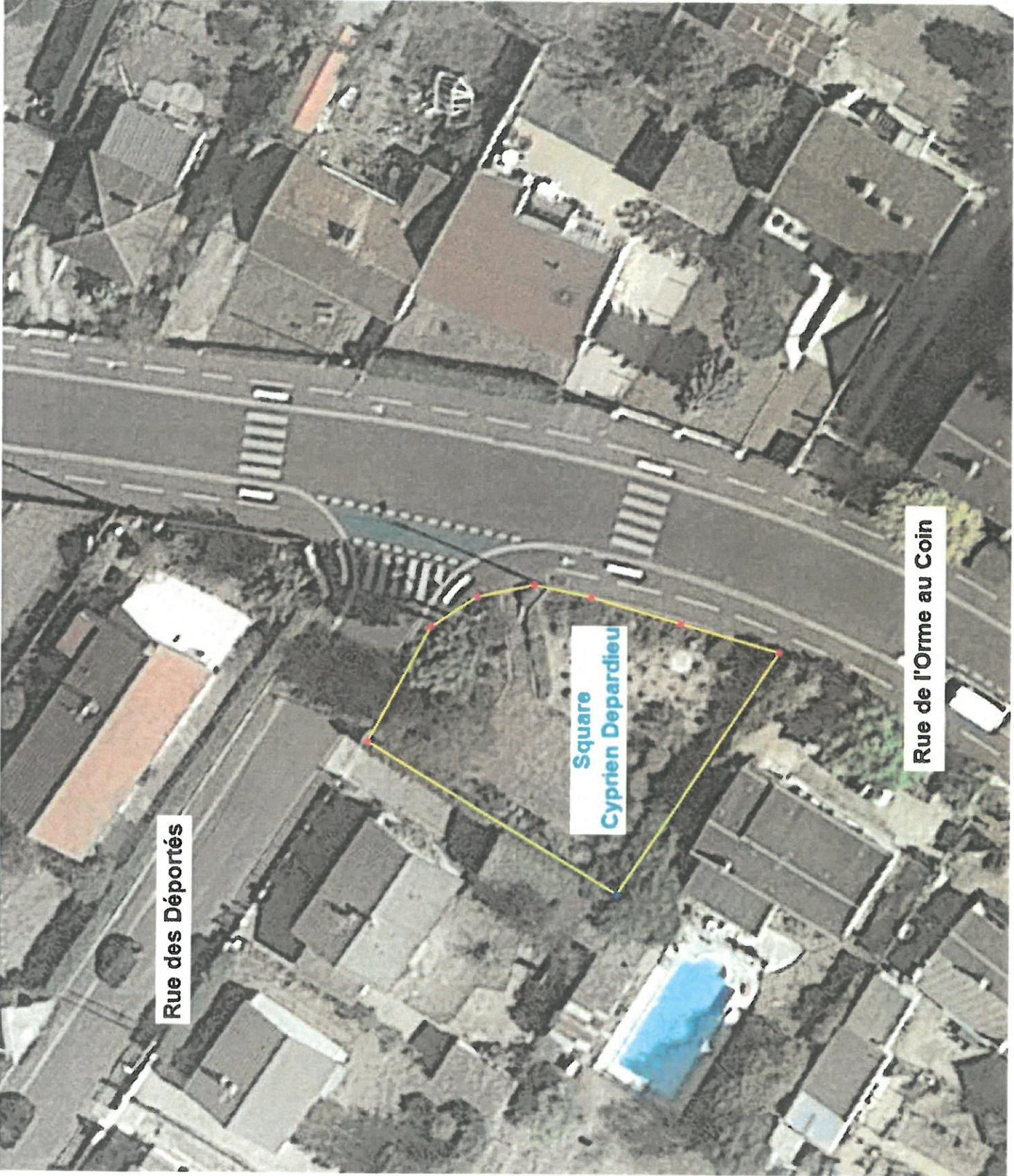
Gérard VESQUES :

Apporte ses remerciements, en indiquant que cela fait du bien d'entendre ce genre d'hommage en conseil municipal, et que malheureusement les survivants des camps ne sont plus là pour témoigner dans les écoles.

Maryvonne HAUTIN :

Ajoute que la cérémonie annuelle d'hommage aux fusillés des Groues permet d'associer des écoles.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.



Rue des Déportés

Square
Cyprien Depardieu

Rue de l'Orme au Coin

AUTORISATION DE DÉPÔT D'UNE AUTORISATION PRÉALABLE POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN OBSERVATOIRE DE LA BIODIVERSITÉ

VILLE DE SARAN
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
N° DAM2211_179

Dans le cadre du budget participatif, l'un des projets lauréats porte sur l'aménagement d'un observatoire de la biodiversité. Il s'agit d'un abri d'environ 12 m² à implanter sur la parcelle BX 178 au lieu-dit le Paradis. Ces travaux sont soumis à une autorisation d'urbanisme.

La Commune doit donc déposer une demande de déclaration préalable pour réaliser la construction de cet observatoire.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Autorise le Maire à déposer, au nom de la Commune de Saran, la demande de déclaration préalable et toutes pièces relatives à ce dossier.

Gérard VESQUES :

Interroge sur l'endroit précis pour cet observatoire.

Ajoute que les tables de pique-nique ne sont pas à leur place dans l'espace naturel du Clos Vert car il existe un risque de nuisances.

Maryvonne HAUTIN :

Répond que le projet d'observatoire est porté par l'association Saran-Nature, et qu'il sera implanté sur le site de l'ancienne pépinière municipale rue de la Fassièrre.

Le secteur du Clos Vert restera une zone naturelle et non une base de loisirs.

Mathieu GALLOIS :

Complète la réponse en rappelant qu'il s'agit bien d'un lieu de vie, de sport, de promenade ..., avec des aménagements à minima qui répondent aux besoins exprimés par la population, conçus à partir de bois réutilisé.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Maryvonne HAUTIN :

Apporte des éléments de réponse à la question écrite posée préalablement par Madame MORIN, qu'un particulier lui avait déjà rapportée dès le lundi.

Elle indique que là où elle était placée elle n'a pas vu l'intéressé filmer. Elle lui a demandé depuis de ne pas utiliser ces images, et seul le service communication de la ville a pu prendre, pour diffusion, des images de cette réunion publique. Elle rappelle que d'autres personnes ont aussi pris des photos dans la salle, et que lors de la dernière campagne électorale municipale sa maison a été prise en photo par Monsieur DUFOUR.

Elle ajoute que le « racolage » de Madame MORIN à l'égard de personnes potentiellement mécontentes dans le hall de la salle à l'issue de la réunion ne lui a pas échappé.

Gérard VESQUES :

Indique que l'on mélange les choses, et que la réponse à Madame MORIN pouvait attendre sa présence, tout comme la personne présente dans le public aurait pu avoir une réponse en dehors du conseil municipal.

Michel SIMION :

Intervient pour dire qu'il n'a pas été sollicité pour rejoindre les rangs des représentants du conseil municipal lors de cette réunion. Il ajoute que l'image du maire ne peut être comparée avec l'image d'un citoyen lambda. Il demande que le maire puisse intervenir au titre de ses pouvoirs de police avec une personne assermentée pour détruire les images dans le smartphone du mis en cause.

Maryvonne HAUTIN :

Objecte en indiquant que les pouvoirs de police administrative du maire ne permettent pas ce type d'intervention, et qu'il convient aux requérants de faire valoir leurs droits en portant plainte si nécessaire.

Christian FROMENTIN :

Conclut l'échange en rappelant que cette soirée de débats a été très importante et appréciée.

Alexis BOCHE :

Prend la parole au nom du groupe majoritaire pour réprover la publication du groupe d'opposition dans la dernière tribune du magazine municipal Repères, où figure « ne devenons pas une annexe du 9.3 », laquelle :

- stigmatise un Département français jeune, pauvre, mais dynamique avec ses sièges sociaux, le premier aéroport, le Stade de France, et qui va accueillir des équipes olympiques ;*
- est incompatible avec le soutien apporté par le pays aux travailleurs de ce Département qui n'ont pas les moyens de vivre à Paris mais qui ont œuvré pour y assurer une continuité d'activité pendant le confinement ;*
- porte le discrédit sur tous les saranais.*

Il exprime une saturation de ces divergences et fractures, dans un contexte d'abstentionnisme électoral, de dégradation de services publics, de difficultés sociales, de hausse des gaz à effet de serre, ainsi qu'un besoin d'unité sans stigmatiser une partie de la population.

Gérard VESQUES :

Justifie qu'il faut lire dans cette tribune une incompréhension d'une partie de la population face au développement de Saran. Il ajoute que la conclusion ne lui convient pas, mais que les programmes d'urbanisme interrogent à plusieurs endroits. Son groupe politique comprend une mixité de profils qui expliquent cette position.

Mathieu GALLOIS :

Indique que ces propos stigmatisants et insultants ne sont pas nouveaux, ils reprennent mot pour mot un tract diffusé par le passé.

Maryvonne HAUTIN :

Précise qu'à part les personnes nées à Saran, toutes ont « investi » la commune à un moment.

Aujourd'hui la ville de Saran est aménageur d'un seul projet de logements, le lotissement communal des Tulipes avec 14 lots à bâtir, sur une ancienne friche.

Elle ajoute que la ville de Saran ne peut acheter tout ce qui se vend sur la commune.

Michel SIMION :

Ajoute que le texte de la tribune ne parle que d'immobilier et de béton, même si la conclusion a été mal comprise. L'urbanisation donne l'impression de constructions anarchiques sans explication, c'est pourquoi la réunion publique a présenté un intérêt. Il y aurait aussi besoin d'un débat pour lier urbanisme et sécurité.

Alexis BOCHE :

Regrette cette posture du groupe d'opposition qui se retranche derrière les saranais alors que la responsabilité des élus est de pacifier car la société va mal.

François MAMET :

Complète l'échange en indiquant que la métropole d'Orléans est très attractive d'après la presse, et que le besoin de logements impacte d'autres communes comme Saint Jean de Braye ou Olivet par exemple.

Maryvonne HAUTIN :

Rappelle à l'assemblée que Saran compte moins de 25 % de logements sociaux, et que les projets neufs en comprennent 20 % en moyenne.

Elle ajoute que la ville de Saran entreprend la création d'une micro forêt la semaine prochaine.

La séance est levée à 21h39.

